

Dans ce numéro

La dette publique
du Québec :
dégonfler
le monstre !

Puisque la dette publique du Québec constitue un argument clé du gouvernement, cet article vise à nous donner quelques outils pour comprendre le débat et dédramatiser la situation.

Page 2

Congrès de la
Fédération des
cégeps : Des cégeps
de classe mondiale

Le dernier congrès de la Fédération des cégeps s'est déroulé au mois d'octobre dernier sous le thème « Des cégeps de classe mondiale ».

Page 2

L'austérité contre
les femmes

Dans un monde où l'égalité n'est toujours pas atteinte, hommes et femmes ne seront pas affectés de la même façon par les mesures d'austérité.

Page 4

Les cégeps malades
de la gestion

Premiers constats sur l'implantation de l'assurance qualité

Page 5

Rapport sur l'offre
de formation
collégiale (Demers)

Proposition adoptée à l'unanimité, Conseil général de la FEC-CSQ, 13 novembre 2014

Page 5

Mouvement EAV-EVB

Les Deux jours pour le leadership jeunesse ont eu lieu les 9 et 10 octobre 2014 et se sont déroulés sous le thème de « On s'engage ».

Page 6

Projet d'oléoduc
Énergie Est de
Transcanada

Décisions de la deuxième réunion ordinaire du Conseil général tenue les 10, 11 et 12 décembre 2014, à Montréal (CSQ)

Page 6

L'ENJEU EXPRESS

S'indigner, s'informer, s'impliquer (Robert Jasmin)

Le nouvel ordre socioéconomique libéral

AU PLUS FORT LA POCHE !

Mario Beauchemin
Président, FEC-CSQ

Augmentation des tarifs dans les centres de la petite enfance; compressions majeures en éducation, en enseignement supérieur et à l'aide sociale; réforme monstrueuse en santé; fusion de certaines commissions scolaires; abolition des centres locaux de développement; fermeture des directions régionales du ministère de l'Éducation; dépôts patronaux, intersectoriel et sectoriels, qui paupérisent la classe moyenne et les retraités-es et qui précarisent, encore, les emplois dans les secteurs public et parapublic. Voilà le projet de société que nous réserve le gouvernement libéral du Québec. Un projet qui ne vise ni plus ni moins que la privatisation des services publics et l'individualisation croissante de la société québécoise et qui sonne le glas, en définitive, de l'État keynésien et de la solidarité sociale.

En effet, ce nouvel ordre socioéconomique libéral, c'est entre autres ça: un gouvernement qui, au bénéfice de quelques-uns, «scrape» nos outils de développement économique et social, afin de soignant atteindre le plus rapidement possible le sacrosaint déficit zéro qui, il faut le dire et le dénoncer, ne profitera pratiquement qu'à une minorité de gens d'affaires et de grandes institutions capitalistes, dont les seules préoccupations sont le profit et la satisfaction sans fin des actionnaires.

Les bénéficiaires d'exploitation des entreprises canadiennes ont atteint 87,8 G\$ au deuxième trimestre de 2014 et leurs liquidités s'élevaient à 630 G\$ à la fin du mois de mars 2014! Quant aux banques canadiennes, elles ont engrangé des profits de plus de 39 G\$ au cours de la dernière année! Les PDG les mieux rémunérés du Canada ont par ailleurs empoché en moyenne 9,2 millions\$ en 2013, c'est-à-dire 25% de plus qu'en 2008. C'est 195 fois plus que le revenu annuel moyen des Canadiennes et Canadiens².

Chefs d'entreprise et banquiers inconscients, économistes néolibéraux et politiciens opportunistes



Manifestation du 29 novembre 2014, Refusons l'austérité

mentent effrontément à la population lorsqu'ils associent déficit zéro, création d'emplois et prospérité. Au Québec, la progression du taux d'emploi au cours des 20 dernières années est essentiellement attribuable à l'ascension spectaculaire du taux d'activité des femmes. Et cette évolution est en bonne partie due au progrès de leur scolarisation et aux politiques visant à mieux concilier travail et famille³. Les banques alimentaires du Québec ont reçu plus de 1,6 million de demandes... par mois, depuis l'an dernier! Une augmentation de 25% depuis 2008⁴. Les salariées et salariés de l'État québécois se sont appauvris depuis 30 ans, alors que leur salaire, en 2010, était de 11,6% inférieur à celui de 1978 en dollars constants⁵.

Les différentes interventions de l'État au cours des dernières décennies, orientées par les dogmes néolibéraux (réduction de la taille de l'État, libéralisation des marchés, promotion de l'individualisme, adoption de politiques antisyndicales, flexibilisation du rapport salarial), font de nombreuses victimes: assistées et assistés sociaux de plus en plus oubliés par l'État; chômeuses et chômeurs qui ont de moins en moins accès au programme et dont les prestations diminuent à chaque budget, malgré un surplus de plusieurs milliards dans les caisses de l'assurance-emploi; travailleuses et travailleurs précaires constituant une main-d'œuvre flexible et docile pour les entreprises et l'État; retraitées et retraités «poussés» subtilement aux frontières du monde du travail et qui s'appauvrissent chaque jour davantage; démunis de tous les horizons laissés entre les mains de la charité privée ou des organismes communautaires qui n'arrivent plus à répondre aux besoins de ces gens à chaque jour plus nombreux.

Que pouvons-nous faire, alors ?

À court terme, les organisations syndicales devraient, d'une part, se solidariser avec les groupes de la société civile qui prônent l'exercice d'une grève sociale au Québec, et peut-être, d'autre part, revoir la nature et la hauteur de leurs demandes en échange, par exemple, d'un réinvestissement en éducation, en santé et dans les CPE.

À plus long terme, la plupart des organisations syndicales devraient amorcer une réflexion sur leur engagement politique. À la CSQ, depuis une quinzaine d'années, il n'est plus possible de prendre position ou d'appuyer un parti politique, et ce, à la suite des résultats d'une vaste consultation des membres à la fin des années 1990. La lutte contre le projet de société libéral est pourtant éminemment politique. C'est en investissant ce champ d'intervention que les organisations syndicales pourront «éclairer les chemins du bien commun».



1. «Les bénéficiaires des entreprises canadiennes en hausse», argent.canoe.ca, 26 août 2014, et, «630 milliards qui dorment», blogues.radio-canada.ca, 3 septembre 2014.
2. «Des profits de 39 G\$ pour les banques canadiennes», Journal de Montréal, 14 juin 2014, et, «La rémunération des grands patrons canadiens s'emballa», La Presse, 1er janvier 2015.
3. «Enfin, le point sur la situation de l'emploi au Québec!», L'Actualité, 11 mars 2014.
4. «Les banques alimentaires débordées: 1,6 million de demandes par mois au Québec», Le Devoir, 4 novembre 2014.
5. «L'enrichissement ne profite pas à tous également, selon l'IRIS», Le Soleil, 26 août 2014.

Dépôts patronaux: une insulte après l'autre⁶

Comité de négociation de l'Alliance des syndicats de professeurs et professeurs de cégep (ASPPC)

Le 17 décembre dernier, le Comité patronal de négociation des collèges (CPNC) a déposé ses demandes pour la prochaine négociation à l'ASPPC. Ce dépôt fait suite à celui de la table centrale déposé au Front commun le 15 décembre dernier. Le dépôt du CPNC est un document à la fois vague et court, dont les six pages proposent de revoir des éléments clés de notre convention collective.

Le CPNC demande notamment de revoir le calcul de la charge individuelle de travail (CI), le processus d'embauche, les modes d'évaluation, le fonctionnement départemental, la sécurité d'emploi et d'aborder diverses modalités relatives à l'attribution des congés et à la gestion de la suppléance». La partie patronale justifie largement ses demandes par une

recherche de solutions relatives à la baisse de l'effectif étudiant. Pourtant, les solutions avancées dans le texte ne règlent pas ce problème. Par ailleurs, la partie patronale passe complètement sous silence des problèmes essentiels que nous avons mis de l'avant dans notre dépôt. Par exemple, il n'est nullement question de la formation continue ni des étudiantes et des étudiants en situation de handicap (EESH), encore moins de moyens pour contrer la précarité et des balises visant à limiter ou encadrer la formation à distance. Pour l'Alliance, ce dépôt patronal donne un faux départ à la négociation: il semble se préoccuper bien davantage de l'administration des établissements plutôt que de favoriser de saines conditions pour l'enseignement, qui est au cœur même de la mission éducative des cégeps.

Rappelons que nous avons déposé nos demandes de table centrale et de table sectorielle le 30 octobre dernier. Maintenant que la partie patronale nous a fait

ses demandes, la négociation est officiellement amorcée. Les représentantes et les représentants des syndicats membres de la FNEEQ-CSN et de la FEC-CSQ se réuniront les 29 et 30 janvier prochains afin de faire le point sur ces dépôts. D'ici là, le comité de négociation continuera à développer son argumentaire pour défendre nos demandes.

Pour que la négociation de nos conventions collectives soit un succès, il est impératif de continuer à nous mobiliser, tant pour lutter contre l'austérité que pour soutenir nos demandes. Votre comité de négociation est déterminé à se battre avec vous pour l'atteinte d'un règlement qui améliorera nos conditions de travail.



6. Extrait du bulletin d'information de l'ASPPC de décembre 2014: <http://fec.csq.qc.net/negociation-2015/bulletins-dinformation-de-lasppc/index.html>